



page 1

- 2018 : année mitigée
- L'ECA Jura fête avec tous ses assurés !

page 2

- Indice d'assurance inchangé
- Actualité ECA

page 3

- Propriétaires de bâtiments : vous avez des locataires ?
- Réorganisation des sapeurs-pompiers jurassiens
- Alarme météo

page 4

- Carte de l'aléa ruissellement

2018 : année mitigée

L'année 2018 a été marquée par un grand nombre de dommages dus aux éléments de la nature et des résultats boursiers décevants. Les dommages causés par le feu ne sont pas nombreux puisqu'ils se résument à 155 déclarations de sinistres. Ils représentent toutefois un montant de près de 3'550'000 francs correspondant à une année normale. Les dommages dus aux éléments de la nature sont importants. Les vents violents et les inondations de janvier et juin ont provoqué des dommages conséquents.

Environ 1400 dossiers représentant des dommages pour 4'300'000 francs ont été enregistrés, soit nettement au-dessus de la moyenne annuelle. Le montant global de tous les sinistres 2018 atteindra 7'850'000 francs, soit près de 3'500'000 francs de plus qu'en moyenne sur les dix derniers exercices. Même avec des résultats négatifs dans le domaine des placements de capitaux, l'exercice comptable 2018 sera favorable, grâce notamment aux dissolutions partielles de la provision de sécurité pour sinistres dus

aux éléments de la nature et de la provision pour risques de placements de capitaux.

Une fois encore, nous rappelons la vigilance dont nous devons faire preuve dans la gestion des risques de l'ECA Jura car l'hypothèse de graves sinistres dus aux éléments de la nature demeure plus que jamais à l'ordre du jour. La gestion précautionneuse de l'ECA Jura avec des contrats de réassurance adaptés aux risques effectifs permet ainsi de se projeter dans le futur avec sérénité.

L'ECA Jura fête avec tous ses assurés !

Le Conseil d'administration a décidé de faire un cadeau d'envergure à tous ses propriétaires. Et pour fêter dignement cet anniversaire, un « Rabais de prime extraordinaire 40^e anniversaire » est octroyé pour l'année 2019 à hauteur de 40%. Ce rabais s'applique uniquement aux primes de base et ne concerne pas les surprimes.

Les incidences importantes pour les propriétaires et pour l'ECA Jura peuvent se résumer de la manière suivante :

- Pour une maison familiale de construction traditionnelle et assurée 800'000 francs, l'économie réalisée par le propriétaire se monte à environ 120 francs ;

- Pour un bâtiment rural de construction non massive et assuré 1'500'000 francs, l'économie réalisée par le propriétaire se monte à environ 340 francs ;

- Pour l'ECA Jura, ce rabais de 40% provoque une diminution annuelle des recettes de presque quatre millions de francs. Une provision avait toutefois été constituée à cet effet grâce aux bons résultats 2016 et 2017.

Depuis de nombreuses années, les primes de base n'ont subi aucune modification et des rabais substantiels ont pu être accordés régulièrement. Cette stabilité des primes, voulue par le Conseil d'administration, permet ainsi aux assurés d'envisager l'avenir avec confiance.

40 ans ça se fête ?

Assurément !



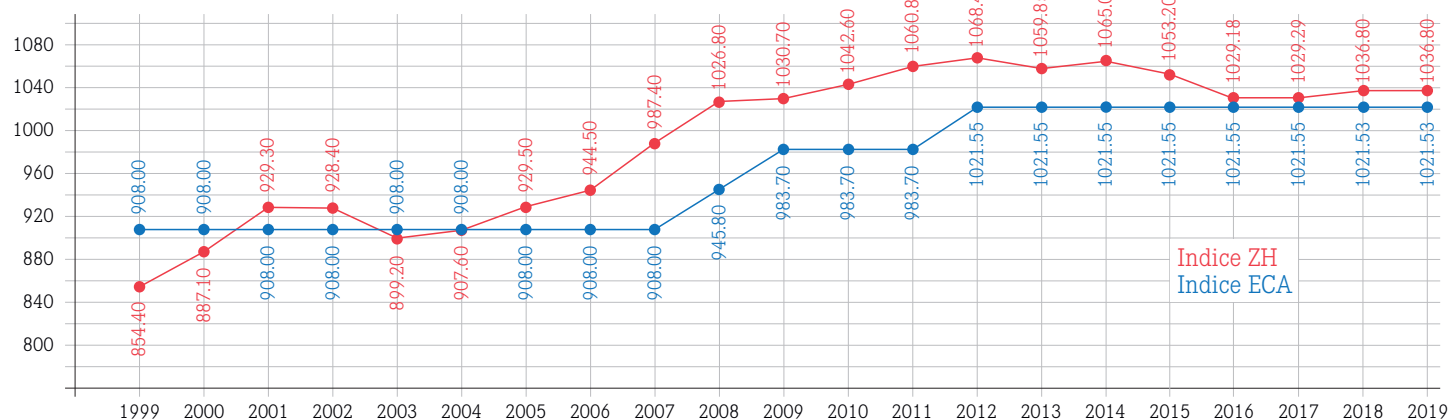
Indice d'assurance inchangé

Les modalités relatives à l'évolution de l'indice d'assurance précisent que les valeurs d'assurance doivent être adaptées lorsque l'indice des prix de la construction subit une modification de plus de 5%. Selon l'indice zurichois du coût de la construction,

le seuil de 5% n'a pas été atteint. Le Conseil d'administration a donc décidé de maintenir l'indice ECA à 135 points pour l'année 2019, correspondant exactement à celui pratiqué durant l'année 2018.

Seuls les propriétaires dont les bâtiments ont fait l'objet d'une estimation durant l'année 2018 peuvent constater une modification de la somme assurée sur la facture de prime 2019. Le montant global de la facture est toutefois inférieur à celui de l'année 2018 grâce à un rabais de prime plus important.

Évolution de l'indice



Actualité ECA

M^{me} **Sylvie Bussi** a débuté ses activités à l'ECA Jura le 1^{er} juin 2018. Titulaire d'un CFC d'employé de commerce et d'une formation de programmeur - analyste, M^{me} Bussi complète l'équipe du service estimations - sinistres. Ses compétences dans le domaine du dessin technique sont précieuses depuis l'introduction des procès-verbaux informatisés.

Employé à l'ECA Jura depuis le 1^{er} janvier 1987, M. **Marco Vermeille** a atteint l'âge de la retraite et a quitté ses fonctions le 30 septembre 2018. Grâce à ses compétences connues et reconnues dans le domaine de l'architecture, M. Vermeille aura œuvré durant plus de 31 ans comme expert sinistre, dont presque 18 années en qualité de chef des estimations - sinistres. Nous le remercions sincèrement pour la qualité de son travail et lui souhaitons une belle et longue retraite.

Afin de remplacer M. Vermeille à la tête des estimations - sinistres, le Conseil d'administration a nommé M. **Nicolas Greppin** qui occupait déjà le poste d'expert dans le même secteur. Au bénéfice d'un diplôme d'architecte EPFL, M. Greppin continuera donc à être l'interlocuteur privilégié des propriétaires jurassiens dans le cadre de la liquidation des sinistres.

La seconde place d'expert du service estimations - sinistres est désormais confiée à M. **Daniel Keller**. Il mettra ainsi sa riche expérience d'architecte à disposition de l'ECA Jura dans le domaine de la liquidation des sinistres



Sylvie Bussi



Daniel Keller



Manon Nicolet



Ludovic Kaempf

et de l'estimation des bâtiments. M. Keller a débuté ses activités le 1^{er} août 2018.

Nous réitérons nos félicitations à M^{me} **Manon Nicolet** suite à l'obtention de son CFC d'employée de commerce en juin 2018. Elle est désormais employée à l'ECA Jura.

Atteint par l'âge de la retraite à fin 2017, M. **Gabriel Bilat** a quitté ses fonctions d'expert paratonnerre. Pour lui succéder, M. **Jacques Farine** avait été nommé mais a dû renoncer à son mandat dans le courant de l'année 2018. Ce poste d'expert paratonnerre est désormais confié à M. **Ludovic Kaempf**. Nous remercions MM. Bilat et Farine pour leur fidèle collaboration et la qualité de leur travail.

M^{me} **Nathalie Kury**, architecte, a été nommée estimatrice d'arrondissement dans la vallée de Delémont suite à la démission de M. Régis Girardin.

Les sapeurs-pompiers jurassiens ont également connu quelques mutations. C'est ainsi que MM. **Thierry Blaser**, commandant du SIS Haute-Ajoie Centre, **Philippe Moirandat**, commandant du SIS Vendline, **Yvan Schori**, commandant du SIS Baroche et **Fabien Chételat**, commandant du SIS Val Terbi, ont quitté leurs fonctions à fin 2018. Qu'ils soient vivement remerciés pour les nombreuses années passées à la tête de leur SIS respectif.

Pour les remplacer, les autorités de surveillance ont nommé MM. **Mathieu Chaboudez**, commandant du SIS Haute-Ajoie Centre, **Gaëtan Schnepf**, commandant du SIS Vendline, **Mathieu Surmont**, commandant du SIS Baroche et **Anthony Voillat**, commandant du SIS Val Terbi. Nous souhaitons plein succès à ces nouveaux commandants et espérons qu'ils prendront beaucoup de plaisir dans leurs nouvelles fonctions.

Propriétaires de bâtiments: vous avez des locataires?

Alors lisez attentivement les précisions suivantes:

La nouvelle loi sur l'assurance et la protection des bâtiments est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Afin d'éviter des situations délicates en cas de dommages causés par les locataires dont la responsabilité pourrait être engagée, nous souhaitons attirer l'attention des propriétaires sur le détail de l'article 81 de la Loi sur la protection et l'assurance des bâtiments du 29 avril 2015 qui précise:

« Dans la mesure où l'ECA Jura verse une indemnité, il est subrogé aux droits de l'assuré à réclamer des dommages-intérêts contre tout tiers responsable du dommage. »

Cette subrogation est régie par les dispositions du Code des obligations. L'assuré répond de tout acte par lequel il porte atteinte au droit de subrogation de l'ECA Jura.

Dans cette optique, l'assuré veille notamment à ce que les locataires de son bâtiment s'assurent en responsabilité civile pour les dégâts qu'ils pourraient causer au bâtiment.»

Afin de respecter cet article, nous recommandons aux propriétaires d'inclure cette obligation de contracter une assurance responsabilité civile (RC) pour leurs locataires en le précisant dans les contrats de baux à loyer.

Réorganisation des sapeurs-pompiers jurassiens

Lors de sa séance du 11 septembre 2018, le Gouvernement jurassien a désigné les membres du groupe de travail chargé de proposer une réorganisation du service de défense incendie et de secours cantonal. Il est formé de représentants des sapeurs-pompiers jurassiens, de l'Association jurassienne des communes et de l'administration cantonale jurassienne. Présidé par M. John Mosimann, inspecteur cantonal des sapeurs-pompiers, le groupe a débuté ses travaux et rendra son rapport en fin d'année.



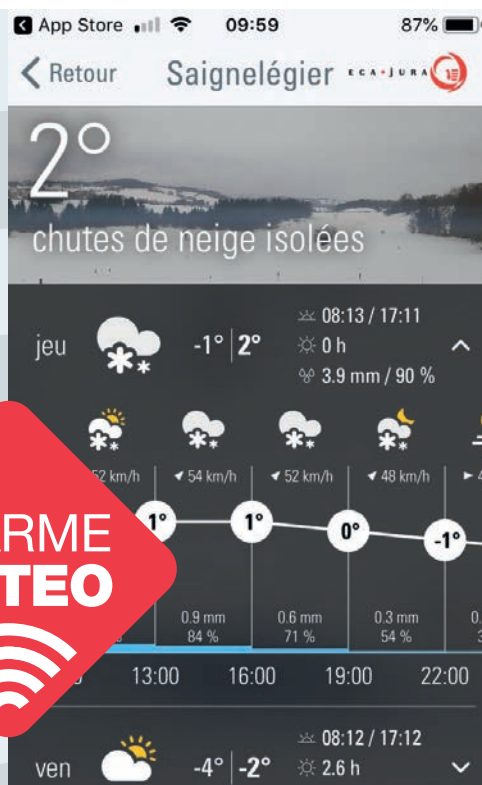
© Frédéric Erismann, www.juraphoto.ch

Alarme météo

La prévention fait partie des missions de l'ECA Jura.

A ce titre, nous recommandons vivement aux propriétaires et locataires de télécharger l'application gratuite « Alarme Météo » financée par les établissements cantonaux d'assurance immobilière et de prévention. En cas de risques de fortes rafales de vent, d'orages de grêle, de neige, de gel ou de verglas, des notifications sont envoyées aux utilisateurs pour les régions qu'ils auront sélectionnées.

Cette application a fait ses preuves puisqu'elle compte plus de 1'100'000 abonnés en Suisse qui ont également accès à plus 160 webcams situées sur l'ensemble du territoire national.



Carte de l'aléa ruissellement

En Suisse, entre 30 % et 50 % des inondations ne sont pas dues à des débordements de cours d'eau, mais aux eaux de pluie qui s'écoulent en surface. En 2018, de nombreux dégâts ont été provoqués dans le canton du Jura par ce phénomène suite à de violents orages.

Depuis le mois de juillet 2018, la Confédération a publié une carte de l'aléa ruissellement, réalisée sur l'ensemble du territoire suisse.

Cette carte permet d'avoir une représentation des surfaces potentiellement touchées par le ruissellement en cas d'événements pluvieux rares à très rares, correspondant à une périodicité de 100 ans ou plus.

Le modèle étudié à l'échelle nationale reste global. Il ne tient par exemple pas compte des bords de trottoirs, des bordures, ni des passages souterrains ou sous voies. La précision de cette carte est donc générale et à contrôler au cas par cas.

Ce nouvel outil permet néanmoins aux architectes, maîtres d'ouvrage ou autorités de se faire rapidement une idée des dangers possibles afin d'étudier le risque de manière plus précise et prévoir les éventuelles mesures de protection qui s'imposent.

Dans le canton du Jura, cette carte peut être consultée en ligne sur le géoportail sous le thème «Dangers naturels» (geo.jura.ch).

Comment protéger les bâtiments ?

L'eau arrive toujours à se frayer un chemin. Un ruissellement en surface de quelques centimètres peut provoquer d'importants dégâts dans un bâtiment, surtout dans les niveaux souterrains qui peuvent se remplir intégralement !

En cas de nouvelle construction, il est donc important de concevoir le bâtiment de manière à ce que l'eau ne puisse pas pénétrer à l'intérieur par des ouvertures. Dans une construction existante, les endroits menacés doivent être identifiés.

Une solution possible est de disposer les portes et baies vitrées en dehors du cheminement de l'eau, en prévoyant des seuils suffisants.

De même, les sauts-de-loup ainsi que les bouches d'aération doivent être surélevés. Une dizaine de centimètres suffisent souvent pour les phénomènes de ruissellement de surface.

Ces mesures, relativement simples et peu coûteuses si elles sont prévues dès les premières esquisses d'un projet, permettent d'éviter des dégâts parfois très importants.



Qu'en est-il des mesures sur les aménagements extérieurs ?

Il est également possible de protéger un bâtiment en aménageant ses alentours de manière à ce que l'eau ne parvienne pas au bâtiment, par exemple en réalisant un modelé de terrain ou un mur sur le pourtour de la parcelle pour dévier les eaux de ruissellement.

De telles mesures ne sont toutefois envisageables que si elles n'augmentent pas nettement le risque d'inondation sur les terrains voisins. L'article 689 B du Code civil suisse précise en effet que le propriétaire d'un fonds est tenu de recevoir les eaux provenant des parcelles situées en amont seulement si elles s'écoulaient déjà naturellement sur son terrain. Aucun propriétaire ne peut modifier les écoulements naturels autour de son bâtiment au détriment des parcelles et bâtiments voisins.

